



Cliniques en résistance

Les voix des psychologues

Chronique de l'Association M3P

16 mars 2026



De la tarification à l'acte à MonSoutienPsy : quand le soin devient une ligne comptable

Il y a des combats silencieux. Celui du soin psychique en est un.

*« Nous ne défendons pas seulement notre profession, mais la possibilité
d'un monde où l'on prend encore le temps d'écouter. »*

Lionel Camalet, Colloque CPL, Toulon, 2025

Le soin psychique se transforme sous nos yeux.

Peu à peu, sans fracas, il a glissé du côté des chiffres, des bilans et des indicateurs.

Ce qui se jouait autrefois dans la durée, l'écoute et la rencontre s'évalue désormais en actes, en diagnostics scientifiques, en forfaits, en tarifs.

Cette dérive ne tombe pas du ciel : elle s'enracine dans une mutation politique plus large, amorcée au tournant des années 2000.

Avec la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2001, la notion de performance entre dans la gestion publique.

Tout doit désormais être mesurable, évaluable, comparable.

Le soin n'est plus une mission, mais une activité.

La valeur du travail ne se juge plus à ce qu'il transforme humainement, mais à ce qu'il rapporte statistiquement.

Quand la logique comptable infiltre la santé mentale

Cette logique, d'abord appliquée à l'hôpital avec la tarification à l'acte (T2A), a progressivement contaminé l'ensemble du champ du soin.

Elle a brisé le lien entre soin et temps : le temps clinique, celui de l'attente, de la maturation, du silence, est devenu un luxe.

Les soignants s'épuisent à cocher des cases, à coder des gestes, à justifier des durées.

Leur travail n'est plus reconnu dans sa portée symbolique, mais dans sa rentabilité.

Aujourd'hui, cette même idéologie s'invite dans la santé mentale à travers des dispositifs comme Mon Soutien Psy. Gestion par la CNAM, nombre de séances limité, rémunération plafonnée : tout y traduit une vision comptable du psychisme.

La relation devient prestation, le soin devient protocole, et l'écoute se plie au chronomètre.

Mais une psychothérapie n'est pas un produit remboursable. C'est un espace de lenteur, d'incertitude, de subjectivité.

La réduire à une série d'actes tarifés, c'est la priver de sa substance même : la liberté de penser, de chercher, de se transformer.

Une deuxième brique au dispositif Mon Soutien Psy est annoncée.

On parlera désormais de troubles plus sévères, de protocoles adaptés, de techniques spécifiques.

Encore une fois, la clinique se fragmente : un trouble - une technique - un protocole.

Mais la vie psychique, elle, ne se range pas dans des tiroirs. Elle déborde, résiste, invente ses propres chemins.

Du collectif à l'isolement

Cette mutation ne touche pas seulement les pratiques individuelles, elle bouleverse toute l'organisation du soin psychique.

Les Centres médico-psychologiques (et autres institutions ou structures associatives), lieux historiques de la psychiatrie de secteur, se vident de leurs moyens et de leurs forces.

Là où se pensait le soin dans la transversalité et transdisciplinarité – entre psychiatres, psychologues, infirmiers, éducateurs, assistants sociaux etc. – ne subsistent souvent que des équipes épuisées, en sous-effectif, tentant de « faire du flux » faute de pouvoir faire du lien.

Cette désagrégation du collectif a pour effet de renvoyer chaque praticien à sa propre solitude.

Le psychologue libéral du dispositif Mon Soutien Psy, autrefois en lien avec les structures publiques (à la place du psychologue en institution), se retrouve seul dans son cabinet, isolé de tout réseau institutionnel, sans espace de supervision intégré ni relais pluridisciplinaire ; ou en tout cas très difficilement et à ses frais (temps de réunion et de contact ou supervision).

La charge symbolique et émotionnelle du travail s'alourdit : écouter, contenir, penser – seul.

Ce mouvement signe une fracture silencieuse : le soin se désinstitutionnalise sans s'humaniser.

On démantèle les équipes au nom de la rentabilité, tout en vantant l' « accessibilité psychologique » à bas coût.

Le néolibéralisme appliqué au psychisme

Ce que ces politiques traduisent, c'est une idéologie : celle du néolibéralisme appliqué au soin psychique.

Une conception du monde où toute activité humaine devient marchande, et où la souffrance doit être gérée plutôt qu'accueillie.

Dans cette logique, l'individu est sommé de s'adapter, de performer, de se responsabiliser... même de sa propre détresse.

Les psychologues sont alors pris dans une double injonction :

- soigner dans le respect de l'humain, tout en rentrant dans les cases administratives ;
- écouter la complexité du vécu, tout en simplifiant pour que le système le finance.

Ce grand écart épuisant produit du désenchantement, du désengagement, parfois de la culpabilité.

Pour une politique du soin et non du chiffre

Face à cette dérive, défendre le soin psychique, ce n'est pas défendre un « statut », c'est défendre une manière d'habiter le monde.

C'est rappeler que soigner, c'est aussi prendre le temps d'écouter, de douter, de relier.

C'est refuser la logique du rendement appliquée au vivant.

C'est redire que la clinique ne se mesure pas à la vitesse du rétablissement, mais à la qualité du lien, à la possibilité de penser.

Le soin psychique ne peut s'inscrire dans une économie de flux : il relève d'une éthique du temps, du détour, du sensible.

Et tant qu'il restera des psychologues pour s'y tenir, il restera un espace où le vivant ne sera pas réduit à un indicateur.

Références bibliographiques :

- Gori, R. (2013). La fabrique des imposteurs. Paris : Les Liens qui libèrent.
- Ehrenberg, A. (1998). La fatigue d'être soi. Dépression et société. Paris : Odile Jacob.
- Han, B.-C. (2010). La société de la fatigue. Paris : Actes Sud.
- Gouvernement français (2001). Loi organique relative aux lois de finances (LOLF).
- Gouvernement français (2004). Tarification à l'acte (T2A).

